
Cahier des clauses administratives particulières n°2024-23

Entretien des ascenseurs de l'ENS de Lyon

Service Accueil, Badges et Sécurité



Sommaire

1. OBJET DU CONTRAT	4
1.1 Objet de la prestation	4
1.2 Lieux d'exécution	4
1.3 Documents contractuels	4
1.3.1 Pièces particulières	4
1.3.2 Pièces générales	5
1.3.3 Pièces non contractuelles	5
2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	5
2.1 Décomposition et forme du contrat	5
2.1.1 Allotissement	5
2.1.2 Forme	5
2.1.2.1 Marché ordinaire : Maintenances préventive et palliative	6
2.1.2.2 Bons de commande : Maintenance corrective curative	6
2.2 Nature de la prestation	7
3. DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION	7
3.1 Durée du contrat	7
3.2 Délai d'exécution	7
3.2.1 Maintenance préventive	7
3.2.2 Maintenance palliative	7
3.2.3 Maintenance curative	7
3.3 Prestations similaires	7
3.4 Prolongation des délais	7
4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
4.1 Contenu des prix	7
4.2 Nature des prix	8
4.3 Variations des prix	9
4.4 TVA	10
4.5 Modalités de règlement des comptes	10
4.5.1 Avance	10
4.5.2 Présentation des demandes de paiements	10
4.5.3 Périodicité des paiements	12
4.5.3.1 Prestations forfaitaires	12
4.5.3.2 Prestations sur bon de commande	12
4.5.4 Délai de paiement - intérêts moratoires	12
5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
5.1 Conditions de réalisation	13
5.1.1 Conduite des prestations par une personne nommément désignée	13
5.1.2 Moyens mis à disposition	13
5.1.3 Établissement d'un devis des prestations à exécuter	13
5.1.4 Transfert de propriété	14
5.1.5 Plages horaires d'intervention	14
5.1.6 Plan de prévention	14
5.1.7 Conditions de réalisation des opérations de maintenance	15

5.2	Cotraitance	15
5.3	Développement durable.....	15
5.3.1	Clause sociale	15
5.3.2	Clause environnementale	15
6.	MODIFICATION DU CONTRAT.....	15
7.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	15
8.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	15
8.1	Assurance.....	15
8.2	Confidentialité et protection des données personnelles	16
8.3	Devoir d'information et de conseil	16
8.4	Obligation de vigilance.....	17
8.5	Sous-traitance	17
8.6	Réunions de suivi du contrat.....	18
8.7	Rapport annuel d'activité	18
9.	LITIGES ET SANCTION	19
9.1	Différends et litiges	19
9.2	Pénalités.....	19
9.2.1	Fait générateur et mode de calcul.....	19
9.2.2	Pénalités pour retard : observations préalables à l'application	21
9.2.3	Pénalités pour retard : plafonnement des montants	21
9.2.4	Pénalités pour retard : seuil d'exonération	21
10.	FIN DU CONTRAT	22
10.1	Résiliation	22
10.2	Certificat de bonne exécution.....	22
10.3	Garanties des prestations	22
11.	LISTE DES ANNEXES	22
12.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	22

1. Objet du contrat

1.1 Objet de la prestation

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

L'entretien des ascenseurs de l'ENS de Lyon.

Les prestations à exécuter par le titulaire sont précisées dans le CCTP.

1.2 Lieux d'exécution

L'exécution du présent contrat aura lieu aux adresses suivantes : **École Normale Supérieure (ENS) de Lyon – 69007 Lyon**

Lot	Adresse
Lot 1 Site Monod (*) + IGFL (*) à l'exception des bâtiments compris dans le périmètre du contrat de partenariat.	Bâtiments Monod : M8 et M9 46, allée d'Italie et 9, rue du Vercors Résidence Debourg : M11 46, allée d'Italie Bâtiment IGFL : M10 32/34, rue Alexander Flemming
Lot 2 Site Descartes	Bâtiments Descartes : D1-D2-D3-D4-D7 15, parvis Descartes Bibliothèque Diderot : D9 5, parvis Descartes et 9 allée de Fontenay Résidence Bonnamour : D5 90, rue Bollier Institut d'Études Avancées (IEA) : D6 1, mail de Fontenay Bâtiment Buisson (IFE) : D8 19, allée de Fontenay

Le plan de l'ENS de Lyon faisant apparaître les sites et bâtiments est joint en annexe.

1.3 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent contrat est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

1.3.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont le Bordereau des prix unitaires (BPU) et l'attestation de visite ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes ;
- Le plan de prévention ;
- Le cas échéant L'état des lieux initial et contradictoire ;
- Le planning annuel des visites de maintenance préventive ;

- Le cas échéant le planning d'intervention au titre d'une maintenance curative ;
- Le mémoire technique (MT) du titulaire et ses annexes éventuelles pour ses dispositions qui ne remettent pas en cause le dossier de consultation ;
- Le mémoire environnemental (ME) du titulaire et ses annexes éventuelles pour ses dispositions qui ne remettent pas en cause le dossier de consultation ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (DPGF) propre à chaque lot. Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la décomposition du prix ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification d'un prix forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.
- Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Seuls les exemplaires des pièces particulières listées ci avant, conservées dans les archives de l'acheteur, font foi.

1.3.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) (arrêté du 30/03/2021) sous réserve des dérogations prévues au dernier article du présent document ;
- Les normes et spécifications techniques applicables aux prestations objet du présent contrat.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier, le titulaire étant censé les connaître.

En cas de contradiction ou de divergence entre les documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

1.3.3 Pièces non contractuelles

- Les quantités indiquées au Devis Quantitatif estimatif (DQE).

2. Structure et forme du contrat

2.1 Décomposition et forme du contrat

2.1.1 Allotissement

Les prestations sont décomposées en lots comme suit :

Objet	
Lot 1	Site Monod +IGFL
Lot 2	Site Descartes

2.1.2 Forme

Le contrat donne lieu à un accord-cadre composite, correspondant pour partie à un marché ordinaire, et pour partie à un accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un maximum en valeur, mono-attributaire.

2.1.2.1 Marché ordinaire : Maintenances préventive et palliative

Le contrat donne lieu à un marché ordinaire pour les prestations de maintenances préventive et palliative, telles que prévues au CCTP.

2.1.2.2 Bons de commande : Maintenance corrective curative

Les prestations de maintenance curative s'exécutent au fur et à mesure des besoins par émission de bons de commande.

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui est seul compétent pour formuler des observations à l'acheteur.

Chaque bon de commande précise :

- La référence (2024-23 Lot 1 ou Lot 2) du présent contrat ;
- Le nom de l'acheteur ;
- Le nom du titulaire ;
- Le numéro et la date de la commande (EJ) ;
- Le nom et code CR (A35) de l'unité émettrice du bon de commande ;
- Le nom de la personne habilitée à représenter l'acheteur au titre de la commande ;
- La nature de prestation à exécuter (désignation et quantité) ou, le cas échéant, la référence du devis ;
- Le cas échéant les modalités particulières d'exécution (date de début et de fin de la prestation, délai d'urgence, délai particulier pour faire des observations, etc.)
- Le lieu d'exécution de la prestation (référence du bâtiment et identifiant de l'ascenseur) ;
- Le montant de la commande hors taxe.

Le bon de commande comporte en annexe, le cas échéant, le devis des prestations à exécuter et/ou le planning d'intervention.

Les personnes habilitées à émettre les bons de commande au titre du présent contrat sont :

- Le Directeur du Service Accueil, Badges et Sécurité selon sa délégation de signature ;
- La Directrice Générale des Services selon sa délégation de signature ;
- Ou le Président de l'ENS de Lyon ou son représentant.

Seuls les bons de commande validés par ces personnes pourront être honorés par le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande dans le délai précisé dans le bon de commande, qui court à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. À défaut de délai précisé dans le bon de commande le délai pour notifier les observations est de cinq (5) jours.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

2.2 Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

3. Durée du contrat et délais d'exécution

3.1 Durée du contrat

La durée du contrat est fixée dans l'acte d'engagement.

3.2 Délai d'exécution

3.2.1 Maintenance préventive

Le titulaire exécute les prestations conformément au planning annuel des visites de maintenance préventive (se référer au CCTP).

3.2.2 Maintenance palliative

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le CCTP.

3.2.3 Maintenance curative

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le CCTP.

3.3 Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des contrats sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

3.4 Prolongation des délais

Se référer au CCAG-FCS.

4. Prix et conditions de paiement

4.1 Contenu des prix

Les prix du contrat comprennent :

- Toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat, notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement, la descente le transport, l'enlèvement des gravats...
- Notamment pour le prix forfaitaire
 - Les interventions dont le montant global est inférieur ou égal à 300€ HT. Ce montant comprend le remplacement des fournitures, pièces de rechange, la main d'œuvre et le déplacement éventuel.

- L'achat des cartes SIM, les abonnements téléphoniques des ascenseurs et leur mise à jour ou remplacement
- Les étiquettes des ascenseurs ...
- Les Etats des lieux contradictoires
- La participation du titulaire aux réunions (semestrielles, annuelles, visites de VTR, audit qualité...) et la rédaction des comptes rendu des réunions
- Le pilotage, et le suivi d'exécution du contrat (rapport d'intervention, fourniture des carnets d'entretien, synthèses semestrielles des interventions, rapport annuel, analyses semestrielles
- Les frais éventuels d'établissement du devis, de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- En cas de groupement : la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination et contrôle et les conséquences des défaillances éventuelles des cotraitants ;
- En cas de sous-traitance : les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

4.2 Nature des prix

Les prix du contrat sont **mixtes** :

- **Forfaitaire** pour les prestations de maintenance préventive et de maintenance palliative.
- **Unitaire** pour les prestations de maintenance curative déterminé comme suit :
 - Prix de la main d'œuvre précisé au bordereau des prix unitaire ;
 - Auquel est ajouté le prix des pièces détachées et achat de matériel

Le prix des pièces détachées et d'achat de matériel sont traités comme suit :

- **Article prévu au bordereau des prix unitaires (BPU)** et d'un prix supérieur à 300 € HT (pièces, mains d'œuvre et déplacements compris) : au prix du BPU
- **Article non prévu au bordereau des prix unitaires (BPU) dont le titulaire est constructeur** : au taux de remise précisé au BPU appliqué au prix du catalogue public du titulaire ou, le cas échéant, de son fournisseur en vigueur à la date d'établissement du devis des prestations à exécuter
- **Article non prévu au bordereau des prix unitaires (BPU) dont le titulaire est revendeur** : au coefficient peines et soins de revalorisation précisé au BPU appliqué au prix d'achat par le titulaire des pièces et matériel (à justifier par production par le titulaire du devis ou de la facture d'achat du matériel).

L'acheteur se réserve le droit, à tout moment, de demander au titulaire de joindre la facture d'achat de la pièce pour justifier le montant des pièces.

L'acheteur se réserve le droit de consulter d'autres fournisseurs de pièces pour contrôler le montant facturé.

4.3 Variations des prix

Les prix du contrat, à l'exception du taux de remise et du coefficient peines et soins, sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application de la formule de variation suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (0,80 \times I1/I1_0 + 0,20 \times I2/I2_0))$$

Dans laquelle :

- P = prix de règlement ;
- P₀ = prix à la date d'établissement du prix (M₀) ;
- I₀ = valeur connue de l'index de référence au mois M₀ ;
- I = dernière valeur définitive connue de l'index de référence à la date de variation du prix.

La liste des index utilisés est la suivante :

Index	Libellé de l'index	Identifiant INSEE
I1	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques	001565183
I2	Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	010766348

La date d'établissement des prix (M₀) est précisée dans l'acte d'engagement.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de variation est calculé de manière périodique tous les douze (12) mois à la date anniversaire du contrat.

Clause sauvegarde

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le contrat lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de sept (7) % par rapport au précédent tarif.

Clause butoir

Dans le cas où la révision des prix entraînerait une hausse supérieure à quatre (4) % au cours d'une année d'exécution, l'acheteur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation à quatre (4) %.

Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire, le cas échéant à la demande de l'acheteur. Le titulaire doit notifier un exemplaire du nouveau tarif servant de référence, au plus tard un (1) mois calendaire après la date de variation du prix. Il produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. La demande de revalorisation de prix faite hors des délais prescrits ci-dessus ne sera applicable que pour les factures émises après acceptation du nouveau BPU par l'acheteur.

À compter de la réception de la demande de variation, l'acheteur dispose d'un délai d'un (1) mois calendaire pour notifier sa décision d'acceptation des nouveaux prix, de correction ou de rejet. Le silence de l'acheteur à l'issue de ce délai, ne vaut pas acceptation de la demande de révision.

Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

4.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

4.5 Modalités de règlement des comptes

4.5.1 Avance

Conformément aux articles R2191-3 (maintenance préventive et palliative) ou R 2191-16 (maintenance curative) du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la maintenance préventive systématique / du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € HT et que sa durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Taux de l'avance : Il est fait application de l'option B de l'article 11 du CCAG-FCS. Le taux de l'avance est de cinq (5) %. Le taux de l'avance ne peut être modifié en cours d'exécution du contrat.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite du titulaire. Les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution du contrat.

Aucune garantie financière ne sera exigée du titulaire qui demande à bénéficier du dispositif de l'avance.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités prévues aux articles R.2191-11 et R2191-12 (maintenance préventive systématique) ou R2191-19 (maintenance corrective) du code de la commande publique.

4.5.2 Présentation des demandes de paiements

Le titulaire ainsi que le cas échéant le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, transmettent leurs factures libellées au nom de l'ENS de Lyon – Service contrôle de la dépense et facturier de la Direction de la Comptabilité - sous format électronique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

La facture doit IMPERATIVEMENT comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Nom complet et adresse du titulaire créancier ;
- Le numéro de SIRET du titulaire ;
- Le numéro SIRET de l'ENS de Lyon ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) (numéro de commande) transmis par l'acheteur ;
- Le code service unique « ENSLYON » ;
- Le code CR de l'unité de l'acheteur à l'origine de la commande (A35) ;
- Le numéro ENS de Lyon du présent contrat (2024-23) et du lot ;
- La date et numéro de la facture ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal, tel que précisé dans l'acte d'engagement ;
- Les prestations facturées pour chacune des prestations rendues, en précisant par bâtiment, par **numéro d'identifiant de l'ascenseur** : la dénomination précise de la prestation (maintenance préventive, maintenance palliative et maintenance curative) et, selon le cas, le prix forfaitaire ou les prix unitaires et les quantités ;
- Date à laquelle est effectuée la prestation ;
- Le cas échéant, numéro d'identification TVA de l'assujetti ayant effectué la prestation ;
- Le taux de TVA appliqué, montant de la taxe à payer et par taux d'imposition, le total HT et la taxe correspondante mentionnés distinctement sauf si régime particulier ;
- Le total TTC (montant en €) dont, le cas échéant, les sommes à verser aux sous-traitants avec le détail par sous-traitant (joindre les factures des sous-traitants libellées au nom de l'acheteur).

NB : La référence de l'EJ doit figurer sur la facture ET être saisie dans le champ « Références / n° d'engagement » sur le portail CHORUS PRO. + Code du CR + code service : ENSLYON + le numéro du contrat ENS et du lot.

Le titulaire joint, le cas échéant, en annexe de sa facture :

- Le devis détaillé des prestations à exécuter qui a permis d'établir le bon de commande ;
- Et la facture d'achat par le titulaire du matériel/pièces détachées auprès de son fournisseur.

Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.

Dans le cas d'un groupement le mandataire est le seul à être habilité à présenter à l'acheteur les factures. Le mandataire du groupement vérifie que les factures établies par les co-traitants du groupement sont conformes à l'avancement réel des prestations et aux dispositions du présent CCAP.

Dans le cas d'un groupement solidaire avec paiement sur un compte unique, la facture déposée par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant à lui payer directement.

4.5.3 Périodicité des paiements

4.5.3.1 Prestations forfaitaires

Conformément aux articles R2191-20 et suivants du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

La périodicité des acomptes est fixée à trois (3) mois

Toutefois, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, le délai est ramené à un (1) mois à la demande du titulaire.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

4.5.3.2 Prestations sur bon de commande

Le paiement de chaque commande intervient en une seule fois après l'admission ou la décision d'admission avec réfaction des prestations commandées. Dans ce cas, le commencement d'exécution des prestations ne donne pas lieu à des versements à titre d'acomptes.

4.5.4 Délai de paiement - intérêts moratoires

Le délai de paiement est de trente (30) jours.

Le délai court à compter de la réception de la facture si la prestation a été effectuée et acceptée avant cette date. Si la prestation intervient après réception de la facture, le délai de paiement court à compter de la date de constatation de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement calculés et payés conformément aux articles R2192-31 à R 2196-36 du code de la commande publique.

Lorsque la facture ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par le présent contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par l'acheteur. L'interruption du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire qui précise les raisons imputables au titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

À compter de la réception de la totalité des pièces et mentions un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente (30) jours.

5. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

La description des prestations, leurs spécifications techniques et les conditions de leurs réalisations sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, et suivantes :

5.1 Conditions de réalisation

5.1.1 Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS et compte tenu de l'objet du contrat, les prestations doivent être réalisées par les personnes nommément désignées par le titulaire dans son mémoire technique. Si une de ces personnes n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai et prendre toutes dispositions afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, et le curriculum vitae dans un délai de, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, quinze (15) jours, réduit à vingt-quatre (24) heures en cas d'intervention au titre de maintenance curative, à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans un délai de trente (30) jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose du délai précisé ci-dessus (quinze (15) jours réduit à vingt-quatre (24) heures) pour proposer un autre remplaçant.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, la décision de récusation prise par l'acheteur n'a pas à être motivée.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le contrat peut être résilié.

5.1.2 Moyens mis à disposition

Le titulaire est engagé par les moyens matériels et humains qu'il décrit dans son mémoire technique durant toute la durée d'exécution du contrat.

Aucun moyen est fourni par l'acheteur.

5.1.3 Établissement d'un devis des prestations à exécuter

Le titulaire doit rédiger un devis dans les hypothèses prévus au CCTP ou sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut notifier au titulaire une demande d'établissement d'un devis détaillé des prestations à exécuter préalablement à l'émission d'un bon de commande. Cette demande est faite par voie électronique. Elle comporte toutes informations utiles à l'établissement du devis détaillé (prestation à exécuter, date souhaitée d'intervention, le cas échéant date limite de transmission du devis à l'acheteur...).

Le devis détaillé rédigé par le titulaire comporte au minimum :

- Le nom et l'adresse de l'acheteur ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- La date de rédaction ;
- Le numéro de référence du devis ;
- Le nom du demandeur du devis et la date de la demande ;
- Le lieu d'exécution des prestations, en précisant le bâtiment et l'identifiant de l'ascenseur ;
- La durée prévisionnelle d'exécution des prestations ;
- La date de réalisation proposée déterminée en accord avec l'acheteur ;
- Le détail des prestations à exécuter (désignation des pièces et leurs couts) ;
- La quantité à exécuter ;
- Le montant hors taxe et le cas échéant révisé des prestations à exécuter ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant T.T.C. des prestations à exécuter.

Les devis non détaillés en quantité et en prix ne sont pas acceptés et sont rejetés.

Un devis peut être refusé dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- Non-respect des dispositifs contractuels dans l'élaboration du devis ;
- Absence de budget suffisant pour réaliser l'opération.
- Absence d'exclusivité du titulaire

Le devis détaillé permet d'établir le bon de commande. Il doit être transmis à la personne ayant émis la demande de devis par voie électronique dans un délai de :

- Suite à une intervention du titulaire au titre de la maintenance palliative : vingt-quatre (24) heures à compter de la fin d'intervention du technicien sur la panne constatée ;
- Suite à un diagnostic approfondi de panne : quinze (15) jours à compter de la fin d'intervention du technicien sur la troisième panne constatée ;
- Dans les autres cas : précisé dans la demande de devis ou, à défaut, dans le délai de dix (10) jours à compter de la réception de la demande sauf raison justifiée par le titulaire.

En cas de non-respect de ce délai par le titulaire, l'acheteur appliquera la pénalité prévue à l'article 9.2.1 du présent CCAP.

5.1.4 Transfert de propriété

La réception des prestations acquises par l'acheteur entraîne le transfert de leur propriété.

5.1.5 Plages horaires d'intervention

Se référer au CCTP.

5.1.6 Plan de prévention

Les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent. Une inspection préalable commune des lieux d'exécution des prestations et un plan de prévention seront réalisés (se référer au CCTP).

Le titulaire est tenu de le respecter. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à un supplément de prix.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

5.1.7 Conditions de réalisation des opérations de maintenance

Se référer au CCTP.

5.2 Cotraitance

Si l'opérateur économique s'est présenté sous la forme du **groupement conjoint**, le mandataire est solidaire. Le mandataire du groupement conjoint est ainsi solidaire, pour l'exécution du contrat, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

5.3 Développement durable

5.3.1 Clause sociale

Le contrat ne comporte pas d'obligation en matière d'insertion sociale.

5.3.2 Clause environnementale

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6. Modification du contrat

Le contrat peut être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique et au CCAG-FCS.

7. Constatation de l'exécution des prestations

Se référer au CCTP.

8. Obligations du titulaire

8.1 Assurance

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du contrat.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur membre du groupement et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

8.2 Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature signalés comme présentant un **caractère confidentiel**, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Les parties s'engagent à respecter les règles européennes et françaises, applicables au traitement de **données à caractère personnel** éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du contrat, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant au contrat, ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

8.3 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter les prestations.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;

- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

8.4 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

- Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
 - Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
 - Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- Tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8254-2 à D8254-5 du code du travail.

Les pièces mentionnées ci-dessus doivent être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gracieusement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/fr/>

en utilisant des codes d'accès qui lui seront communiqués.

8.5 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent contrat après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur **avec un délai de prévenance de soixante (60) jours minimum** avant la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R2193-1 du code de la commande publique (formulaire DC4) rempli et signé par le sous-traitant et le titulaire. Cet acte s'accompagne des documents suivants :

Les documents de preuve justifiant l'absence d'exclusion de la procédure de passation mentionnée aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique
La nature, la quantité et le détail de prix des prestations sous traitées
La fiche de qualification professionnelle ou des références du sous-traitant
L'assurance responsabilité professionnelle du sous-traitant
L'IBAN du sous-traitant ou pour les sous-traitants ne bénéficiant pas du paiement direct, la copie d'une caution personnelle et solidaire, obtenue d'un établissement qualifié garantissant les paiements de toutes les sommes dues au sous-traitant.
Le cas échéant, le tableau récapitulatif des sous-traitants

Si le titulaire est un groupement, l'acte spécial est contresigné par le mandataire du groupement.

Le silence de l'acheteur gardé pendant un délai de vingt et un (21) jours ne vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement qu'à compter de la réception de l'ensemble des documents mentionnés ci-dessus.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire (article 41 du CCAG-FCS).

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au présent contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

La déclaration de sous-traitance, ainsi que l'ensemble des documents permettant d'apprécier les capacités du sous-traitant, sont transmis à l'adresse suivante :

École Normale Supérieure de Lyon
Direction des Affaires Financières - Service Achats / Marchés
15 parvis René Descartes
BP 7000
69342 LYON Cedex 07
Tél : 04 37 37 66 08

8.6 Réunions de suivi du contrat

Des réunions de suivi sont mise en place conformément au CCTP.

La réunion est organisée en présence :

- Pour le titulaire : à minima des responsables techniques et commerciaux du titulaire.
- Pour l'acheteur : du Service Accueil, Badges et Sécurité et, le cas échéant, d'autre(s) service(s) de l'acheteur (Service de Gestion Centralisée, Service Achats/Marchés, Service Facturier, etc.)

L'organisation, les supports de présentation et les comptes rendus sont réalisés par le titulaire et sont approuvés par les parties.

Dans ce cadre, le titulaire soumet à l'approbation de l'acheteur :

- Une proposition d'organisation (notamment date, projet d'ordre du jour et d'invitation) au moins dix (10) jours ouvrés avant la date de réunion ;
- Une proposition de support de présentation au moins deux (2) jours ouvrés avant la date retenue pour la réunion ;
- Un projet de compte-rendu rédigé en français dans un format électronique modifiable pour relecture, remarques et acceptation dans les cinq (5) jours ouvrés après la réunion.

Au maximum trois (3) jours ouvrés après le retour de l'acheteur, le titulaire transmet un compte-rendu validé au format PDF ou équivalent prenant en compte les remarques de l'acheteur.

8.7 Rapport annuel d'activité

Se référer au CCTP.

9. Litiges et sanction

9.1 Différends et litiges

Tous les documents, inscriptions sur ascenseurs, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

Pour le règlement à l'amiable des différends les articles L2197-1, L2197-3 à L2197-6 du code de la commande publique sont applicables.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les différends et litiges qui n'auraient pas pu être réglés par les dispositions du présent contrat seront portés devant le Tribunal Administratif de Lyon.

9.2 Pénalités

Il est fait application du CCAG-FCS et des dispositions suivantes :

9.2.1 Fait générateur et mode de calcul

Par dérogation aux articles 14.1 (retard) et 14.2 (indisponibilité) du CCAG FCS, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer au titulaire les pénalités suivantes en cas de non-respect, retard du titulaire dans ses engagements contractuels :

Manquement	Pénalité
Retard dans la remise de l'état des lieux initial et contradictoire ou de l'état des lieux (articles 2.1.4 et 2.16 du CCTP)	100 € par jour de retard
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel (article 2.3.3. du CCTP)	1 000 € par cas constaté
Dégradation du matériel appartenant à l'acheteur (article 2.3. du CCTP)	500 € par cas constaté
Non-respect du délai de conservation des pièces remplacées (article 2.4 du CCTP)	100 € par constat
Perte/vol des moyens d'accès (autre son remplacement) (articles 2.5.1 et 2.5.5 du CCTP)	150 € par perte/non restitution
Tenue d'un aspect physique négligé (sale, déchirée, abîmée) du personnel du titulaire) (article 2.5.4 du CCTP)	150 € par cas constaté
Faute lourde, vol, entrée de personnel ou d'un tiers non habilité (article 2.6.4 du CCTP)	2 000 € par cas constaté accompagné du retrait de la personne concernée

Absence de remise du rapport d'intervention (article 2.11.1 du CCTP) ou de passage au PC sécurité (article 2.5.2 du CCTP)	50 € par omission constatée
Absence de remplissage / mise à jour du carnet d'entretien (article 2.11.2 du CCTP)	50 € par omission constatée
Non-respect du délai de remise de la synthèse des interventions (article 2.11.3 du CCTP)	50 € par jour de retard
Non-respect du délai de remise du rapport annuel (article 2.11.4 du CCTP)	200 € par semaine de retard
Absence du titulaire à une visite de vérification technique réglementaire, audit de qualité ou tout autre étude (article 2.11.5 du CCTP)	100 € par cas constaté
Non remise de la liste du personnel dans le délai suivant la notification du contrat/bon de commande (article 2.12 du CCTP)	150 € par jour de retard
Non-actualisation de la liste du personnel (article 2.12 du CCTP)	100 € par cas constaté
Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services) (article 2.12 du CCTP)	1 000 € par cas constaté, accompagné du retrait de la personne concernée
Non-respect du délai de remise de l'analyse semestrielle des pannes (article 2.13.2 du CCTP)	100 € par semaine de retard
Dépassement du nombre de pannes mensuelles contractuelles (article 2.13.2 du CCTP)	100 € par panne supplémentaire
Non-respect du délai pour effectuer la visite /Etude de sécurité (article 3.1.1 du CCTP)	50 € par jour de retard
Non-respect du délai d'indisponibilité de l'ascenseur (article 3.3 du CCTP)	50 € par quart d'heure d'indisponibilité
Non-respect du délai de remise du planning prévisionnel ou de sa modification (article 3.4 du CCTP)	100 € par semaine de retard
Non-respect du délai entre chaque visite d'entretien	100 € par jour de retard par ascenseur
Non-respect des délais de changement des pièces	75 € par jour de retard
Non-respect du délai d'intervention pour passager bloqué ou panne d'un monte-charge (article 4.4. du CCTP)	200 € par quart d'heure de retard
Non-respect du délai d'intervention pour dépannage (article 4.4. du CCTP)	50 € par heure de retard

Non-respect du délai de remise en service après panne (article 4.5 du CCTP)	150 € par jour de retard
Non-respect du délai d'exécution des prestations	75 € par jour de retard
Non remise du compte-rendu pour une indisponibilité d'une durée supérieure à 6 heures	100 € par jour de retard par ascenseur
Non remise dans le délai de l'attestation d'assurance (article 8.1 du CCAP)	150 € par jour de retard
Non-remise d'un devis dans le délai imparti (article 5.1.3 du CCAP)	50€ par jour de retard
Absence du représentant du titulaire à une réunion programmée (article 8.6 du CCAP)	200 € par cas constaté
Non-respect des engagements contractuels tels que définis par le titulaire dans son offre technique (mémoire technique ou mémoire environnemental) par cas constaté	150 € par cas constaté

Toutes les pénalités listées dans le tableau ci-dessus sont cumulables entre elles.

Les pénalités sont forfaitaires pour toute la durée du contrat. Dans l'hypothèse d'une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte serait prise en considération.

Les pénalités donnent lieu, après notification au titulaire, à l'émission par l'acheteur d'un avis de sommes à payer. Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes.

9.2.2 Pénalités pour retard : observations préalables à l'application

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

9.2.3 Pénalités pour retard : plafonnement des montants

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

9.2.4 Pénalités pour retard : seuil d'exonération

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

10. Fin du contrat

10.1 Résiliation

Le présent contrat peut être résilié conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation n'ouvre pas droit au versement d'une indemnité forfaitaire au titulaire venant s'ajouter au paiement des frais et investissements, éventuellement engagés pour le contrat et strictement nécessaires à son exécution, qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie du décompte de résiliation dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du contrat.

10.2 Certificat de bonne exécution

En fin de contrat et si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir auprès d'autres donneurs d'ordres attestant que la prestation exécutée est satisfaisante.

10.3 Garanties des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie de : se référer au CCTP.

11. Liste des annexes

Annexe 1 : Le plan de l'ENS de Lyon faisant apparaître les sites et bâtiments

12. Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Article du présent document	Article du CCAG auquel le présent document déroge
1.3	4.1
2.1.2.2	3.7.2
4.3	42
5.1.1	3.4.3
9.2.1	14.1 et 14.2
9.2.2	14.1.1
9.2.3	14.1.2
9.2.4	14.1.3
10	42